

## Pacte et loi d'orientation et d'avenir agricoles

### Contribution GT3 national - Adaptation et transition face au changement climatique

Ce document vise à répondre aux questions posées dans le cadre des concertations nationales sur l'adaptation et la transition face au changement climatique

1. Quelle est votre vision de l'agriculture à l'horizon 2040 ?
2. Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?
3. Quels sont les verrous les plus importants à lever ?

#### Préambule

2040 représente un horizon lointain et imprévisible, les événements de ces 2-3 dernières années appellent à l'humilité et à la réserve, tant ils ont impacté l'agriculture et la société.

L'exercice de prospective inscrit dans la thématique du GT3 et soumis aux parties prenantes vise certainement à établir un constat commun sur la nécessité d'une transition agricole face au changement climatique.

Les agriculteurs constatent que les aléas climatiques se multiplient, accompagnés de problématiques sanitaires, et que les réponses à apporter et les adaptations à mettre en place sont urgentes.

Seulement, la (ou les) transition appelée à se produire pour répondre aux défis imposés par le changement climatique, doivent également répondre de manière cohérente aux autres défis posés à l'agriculture, tout en respectant et considérant son caractère économique et stratégique.

L'activité agricole dépend certes de la météo et du climat, mais elle est aussi et de plus en plus soumise à des pressions économiques, géopolitiques, politiques (parfois contradictoires), environnementales, sanitaires, sociales et sociétales.

Les trajectoires prises par ces différentes composantes ne sont guère rassurantes à court terme, et ne présagent pas d'un retour rapide d'une relation de confiance entre la société (civile et institutionnelle) et les agriculteurs, lesquels produisent des denrées brutes de qualité de manière responsable.

#### 1. Quelle est votre vision de l'agriculture à l'horizon 2040 ?

En 2040, l'agriculture devra continuer de nourrir la population qui aura augmenté et dont les modes de consommation continueront d'évoluer pour diverses raisons : économiques (revenu et part de l'alimentation dans le panier), culturelles, sociétales, etc.

Considérant les règlements en préparation et les stratégies européennes actuelles, l'agriculture se sera certainement vue fixer de nouveaux objectifs de réduction de gaz à effet de serre, de réduction d'utilisation d'engrais et de produits phytopharmaceutiques, d'augmentation des surfaces en agriculture biologique ou favorables à la biodiversité.

Pour avoir accès aux aides PAC - lesquelles auront poursuivi leur baisse et perdu leur caractère de soutien à la production - les agriculteurs devront satisfaire à toujours plus

d'exigences (dont certaines deviendront finalement invalidantes) de conditionnalité environnementale et de bien-être animal. Mais y seront-ils seulement encore éligibles ? L'agriculture continuera de perdre des surfaces productives alimentaires au profit de l'urbanisation, de l'enfrichement, de l'ensauvagement et de productions non alimentaires.

Dans ces conditions, ce n'est peut-être plus l'agriculture française, ni même européenne (après le Green Deal 2) qui nourrira la population de l'UE.

L'ancienne grande puissance agricole française ne sera même plus en capacité de nourrir sa population.

Les européens ne pourront plus se payer une agriculture devenue trop haut de gamme, et devront compter sur des importations pour se nourrir, denrées importées que les agriculteurs européens n'ont plus le droit de produire.

Bien sûr, l'agriculture restante de l'UE aura atteint les objectifs de réduction qui lui auront été assignés, et l'agriculture qui a disparu ne porte plus aucune atteinte à l'environnement, mais elle ne nourrit plus et ne produit plus aucune richesse économique.

C'est ainsi que nous craignons une accélération de la disparition des élevages, et les prairies permanentes laisseront leur place à des champs photovoltaïques.

Les interdictions d'utilisations d'intrants se généraliseront, et faute d'alternatives techniques économiquement viables, la France abandonnera certaines cultures à la rentabilité devenue trop hasardeuse.

La pollution aura été délocalisée, ainsi que la capacité d'autonomie alimentaire, la sécurité alimentaire et sanitaire, et la production de valeur ajoutée.

Espérons qu'avant 2040, une prise de conscience pragmatique ait atteint les sphères dirigeantes et citoyennes militantes.

Se nourrir est vital, et avoir les capacités de produire une partie de sa nourriture est stratégique.

C'est ce qui doit guider l'action politique des gouvernements.

Il n'est pas question d'être contre le fait de montrer l'exemple en amorçant une ou des transition(s).

La démarche est en revanche contre-productive quand seul un groupe de pays applique des mesures, sans se donner les moyens de se protéger de la distorsion de concurrence venant de pays moins en avance dans cette démarche de transition (pour ne pas dire parfois opposés).

## 2. Quelle est votre perception des grands défis auxquels elle doit faire face ?

Les agriculteurs doivent produire « mieux », « moins » ou « plus » selon les parties prenantes, « bio », « à un prix compétitif », « pour satisfaire la vocation exportatrice », etc.

Ils le font depuis des années, mais sans compensation des surcoûts et des manques à gagner, en travaillant de plus en plus, en adaptant leurs itinéraires techniques et culturels, en se privant de revenu.

C'est donc la preuve de la capacité d'adaptation des agriculteurs, laquelle a cependant des limites.

L'adaptation au changement climatique est un grand défi à relever, et la réponse au bouleversement démographique dans la profession en est un également.

Comment rendre le métier attractif quand l'exercice même du métier est remis en cause de manière continue, et qu'il ne permet souvent pas de vivre ?

### 3. Quels sont les verrous les plus importants à lever ?

Pour réussir les transitions, le rôle primordial et stratégique de l'agriculture qui est de nourrir la population doit être sanctuarisé, et être le point de départ de toute action politique.

Il n'est certainement pas possible de continuer sur la même trajectoire jusqu'en 2040, ni même avant. Mais la rupture technique et économique demandée aux agriculteurs français est immense pour qui entend encore continuer de leur confier la production de nourriture, tout en leur assurant un revenu décent.

Les candidats à l'installation ne se bousculent pas, et le parcours avant de devenir agriculteur ne cesse de se complexifier.

Réussir la transition générationnelle, il faut lever les verrous de la rémunération et de l'âge, et soutenir les candidats qu'ils aient plus ou moins de 40 ans. L'installation réussie et rentable est l'enjeu, et il ne doit pas être cantonné à l'indicateur du nombre d'installations de jeunes en agriculture biologique.

La transmission et la transmissibilité des fermes ainsi que l'accès au foncier sont les autres enjeux liés à cette problématique du renouvellement des générations.

Ne pas pouvoir favoriser la fraîcheur de l'agriculture locale française dans la commande publique est un frein qui doit être levé. C'est en effet un formidable levier pour soutenir l'agriculture nationale et mettre en place un écoulement de la production française.

L'exception agricole à l'OMC est l'objectif, mais plus modestement, décréter cette exception dans les marchés publics semble essentiel. Comment concevoir des systèmes alimentaires durables quand l'agriculture doit répondre à la loi du marché et de la concurrence libre ?

Les agriculteurs doivent donc être soutenus, à l'image de ce que font d'autres puissances mondiales, lesquelles pour le moment, réussissent à optimiser leurs soutiens massifs sans enfreindre les règles de l'OMC.

Ensuite, il faut arrêter de demander à l'agriculture de supporter des efforts et de réduire sa capacité de production pour que d'autres secteurs puissent continuer le business *as usual*.

Enfin, le maître mot doit être la cohérence : cohérence entre les politiques agricoles, environnementales et commerciales ; cohérence entre les exigences sociétales et politiques vis-à-vis de l'agriculture et de l'alimentation et les comportements de consommation.